



Côte d'Ivoire : A l'épreuve de la transition numérique

Ça y est! Plusieurs pays d'Afrique dont la Côte d'Ivoire sont engagés dans le processus de passage de la Télévision Analogique à la Télévision Numérique Terrestre (TNT). La date du 17 juin fixée officiellement aux Etats par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) pour passer de la diffusion analogique au numérique, a expiré il y a dix jours. Et des Etats africains ont suivi à leur rythme cette mutation aux nombreux enjeux. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, elle a déjà amorcé le processus avec son média de service public, la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne 1 (RTI). Qui diffuse désormais ses programmes en HF -c'est une étape du processus-. En sus, à la fin du mois de juin, la deuxième phase de la mutation va consister au lancement officiel du passage au numérique, à l'émetteur de la RTI à Abobo. Et puis, en décembre 2015, ce sera la troisième phase, qui va consister en une amplification de la première. Et ce, à travers le remplacement d'une trentaine de pylônes de la RTI afin d'avoir une chaîne de télévision qui répond à la nouvelle donne numérique en attendant que les populations s'y adaptent avec le changement de leurs postes téléviseurs par des appareils numériques. La date officiellement fixée en ce qui concerne l'adaptation de ces populations à cette nouvelle donne numérique est juin 2019. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette mutation, qui vient révolutionner la communication audiovisuelle dans les pays africains, aura forcément un impact plus ou moins négatif ou positif, dans les pays africains (c'est selon). En effet, à compter de l'échéance de juin 2019, les ménages devront se mettre à jour du point de vue technologique, en se débarrasser de leurs «vieux appareils» analogiques pour s'offrir des postes téléviseurs diffusant en numérique, ou à défaut, s'approprier des décodeurs. Dans le cas contraire, ils se retrouveront avec des appareils non opérationnels. Au plan étatique, cette transition va rapporter beaucoup d'argent aux pays. Ainsi, en Côte d'Ivoire par exemple, la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), aura la possibilité d'ouvrir plusieurs fréquences à des chaînes et autres investisseurs privés. Grâce aux technologies numériques, les chaînes de téléfréquences qu'elles accaparent actuellement. Les autres pouvant être vendues ou louées

probablement à des opérateurs télécoms. Les chaînes de télévision quant à elles, en tireront aussi profit. Car cette révolution technologique dans l'espace audiovisuel, va leur permettre d'optimiser l'usage de la ressource spectrale par un accroissement du nombre de chaînes de télévisions par fréquences, d'obtenir une meilleure qualité d'images, de sons et de réduire les coûts de la transmission et de la diffusion des programmes télévisuels. Toute chose qui viendra bien évidemment donner un coup d'accélérateur à la concurrence entre les professionnels audiovisuels, qui attendent d'ailleurs impatiemment la libéralisation du secteur.

ABOU ADAMS

Date : 25/06/2015

Pays : République du Congo

Page(s) : 10

Périodicité : Quotidien

Surface : 12 %

Nature : Brève



Difficile passage de la TVCA analogique au numérique

La télévision centrafricaine, (TVCA) manque de personnel et de matériel nécessaires pour passer de l'analogie au numérique. Une difficulté relevée par le directeur général de cette institution, David Dote-Koimara. « Pour passer de l'analogie à la numérique, il faut beaucoup d'efforts techniques et technologiques, le pays ne dispose pas de moyens pour cette révolution », a-t-il expliqué. Le responsable du média public a pourtant énuméré les avantages de ce changement qui peuvent découler du passage au numérique, « les téléspectateurs pourront avoir une meilleure qualité d'images au niveau de leurs postes téléviseurs et avec ce système, le délai d'exécution du travail sera raccourci ». En réponse à l'inquiétude des téléspectateurs sur un éventuel changement des postes téléviseurs, le directeur de la TVCA rassure que « la majorité du travail sera fait au niveau de la station. S'il y a des changements, des bandes annonces seront faites pour informer le public, qui ne doit pas s'inquiéter, car les postes récepteurs ne vont pas être changés ». Les négociations avec les partenaires sont en cours pour l'acquisition des moyens nécessaires, d'après la même source. « Le ministère de la Communication a entrepris des négociations avec les partenaires pour que dans les années à venir, nous balançons à la numérique », a précisé le directeur de la TVCA. C'est lors d'une réunion internationale de la télécommunication, qui s'est tenue à Genève, il y a quelques semaines, que la décision d'arrêter toutes les diffusions en analogie a été prise. La Télévision centrafricaine créée en février 1974, est l'une des rares à continuer avec l'analogie aujourd'hui.

Auteur : N.C



Les États africains s'étaient donné rendez-vous le 17 juin pour basculer vers la télévision numérique terrestre

Télévision : qui est prêt pour la TNT en Afrique ?



Mais, dans leur écrasante majorité, ils n'étaient pas à leurs postes. Mercredi 17 juin, l'Union internationale des télécommunications (UIT) organisait un symposium géant à Genève. Une date que cette agence de la galaxie ONU née il y a cent cinquante ans n'avait pas choisie au hasard. Ce jour-là, à 1 h 00 GMT, l'ensemble des pays africains qui s'y étaient engagés lors d'un accord en 2006 devaient avoir définitivement éteint leurs émetteurs analogiques et accompli leur transition vers la TNT (télévision numérique terrestre). Mais selon l'UIT (voir carte), le continent est loin du compte. Seule une poignée de pays d'Afrique orientale et d'Afrique australe a fait le grand saut. Les bons élèves sont le Malawi, Maurice, le Mozambique, le Rwanda et la Tanzanie. Et, surprise, les retardataires ne sont pas forcément ceux que l'on attendait. Dans leurs rangs figurent des économies émergentes comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte et le Maroc. La plupart d'entre eux n'avaient pas encore entamé leur transition, selon les

critères de l'UIT, il y a six mois.

Depuis, certains États ont mis les bouchées doubles pour s'équiper de pylônes de diffusion et d'émetteurs. Sans rattraper entièrement leur retard. Au Maroc, le ministre de la Communication, Mustapha El Khalfi, assure que le signal analogique ultra-hautes fréquences (UHF) « a été éteint sur la majeure partie du territoire, de manière progressive, à partir du 12 juin », tout en admettant que « certaines régions intérieures continueront d'être desservies en mode analogique [pour la disparition du signal très hautes fréquences (VHF), l'UIT autorise un délai, jusqu'en juin 2020]. »

Mais cette étape n'est que l'aspect technique d'une transition qui doit d'abord et surtout reposer sur une offre de chaînes renouvelée ainsi que sur la sensibilisation des ménages, voire un accompagnement, pour qu'ils s'équipent en récepteurs compatibles avec la TNT.

Publié le 24 juin 2015 à 10h42 Par Jeune Afrique
Abonnez-vous à Jeune Afrique
Les États africains s'étaient donné rendez-vous le 17 juin pour basculer vers la télévision numérique terrestre. Mais, dans leur écrasante majorité, ils n'étaient pas à leurs postes. À LIRE AUSSI TNT : les groupes français à l'assaut du continent TNT : les groupes français à l'assaut du continent La TNT, une menace pour les chaînes africaines ? Mercredi 17 juin, l'Union internationale des télécommunications (UIT) organisait un symposium géant à Genève. Une date que cette agence de la galaxie ONU née il y a cent cinquante ans n'avait pas choisie au hasard. Ce jour-là, à 1 h 00 GMT, l'ensemble des pays africains qui s'y étaient engagés lors d'un accord en 2006 devaient avoir définitivement éteint leurs émetteurs analogiques et accompli leur transition vers la TNT (télévision numérique terrestre). Mais selon l'UIT (voir carte), le continent est loin du compte. Seule une poignée de pays d'Afrique orientale et d'Afrique australe a fait le grand saut. Les bons élèves sont le

Malawi, Maurice, le Mozambique, le Rwanda et la Tanzanie. Et, surprise, les retardataires ne sont pas forcément ceux que l'on attendait. Dans leurs rangs figurent des économies émergentes comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte et le Maroc. La plupart d'entre eux n'avaient pas encore entamé leur transition, selon les critères de l'UIT, il y a six mois. À LIRE AUSSI : Côte d'Ivoire: la primature prend les manettes de la TNT Depuis, certains États ont mis les bouchées doubles pour s'équiper de pylônes de diffusion et d'émetteurs. Sans rattraper entièrement leur retard. Au Maroc, le ministre de la Communication, Mustapha El Khalfi, assure que le signal analogique ultra-hautes fréquences (UHF) « a été éteint sur la majeure partie du territoire, de manière progressive, à partir du 12 juin », tout en admettant que « certaines régions intérieures continueront d'être desservies en mode analogique [pour la disparition du signal très hautes fréquences (VHF), l'UIT autorise un délai, jusqu'en juin 2020]. » À LIRE AUSSI : Sénégal: la TNT, le jackpot contesté de Sidy Diagne Mais cette étape n'est que l'aspect technique d'une transition qui doit d'abord et surtout reposer sur une offre de chaînes renouvelée ainsi que sur la sensibilisation des ménages, voire un accompagnement, pour qu'ils s'équipent en récepteurs compatibles avec la TNT. Source : Union internationale des télécommunications - données soumises par les pays membres.

Autour de cette transition, l'enjeu commercial est énorme. En Afrique subsaharienne, deux poids lourds s'opposent sur ce marché. D'un côté le géant chinois StarTimes, qui offre des solutions clés en main, de la diffusion à la production de bouquets de chaînes, voire à la distribution de boîtiers TNT. De l'autre, les français Thomson et Sagem pour le volet technique (par exemple en Côte d'Ivoire) et Canal+ pour l'édition de contenus. La chaîne française a d'ailleurs remporté deux appels d'offres, au Congo et en RD Congo. « Pour réussir leur transition, les pays africains doivent réussir une recette délicate : avoir un régulateur puissant, un partenaire technique de référence pouvant apporter des financements solides et mettre en compétition des éditeurs de services », souffle une source proche des industriels de l'Hexagone. Gare aux marchés passés à un coût prohibitif. Dans le milieu, on évoque avec insistance le cas du Cameroun, qui a signé un contrat à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros. « La moyenne acceptable dépend de la taille des pays et des besoins de déploiement, précise la même source. Mais la fourchette raisonnable devrait s'établir entre 20 et 50 millions d'euros. »

Numérique vs analogique La TNT offre aux téléspectateurs des images et un son de meilleure qualité. Ses normes de compression et de décompression des données permettent en effet de diffuser plus de contenus sur un même canal. Alors que le signal analogique était très gourmand en fréquences, la TNT libère une partie du spectre au

bénéfice d'autres usages comme la 4G, qui fait son apparition sur le continent.

Auteur : N.C



Attaque contre le dernier bastion de l'audiovisuel privé au Burundi



Reporters sans frontières (RSF) s'inquiète des pressions contre le directeur de la *Radio-Télé Renaissance*, Innocent Muhozi, pointé du doigt dans un article du conseiller en communication de la présidence. Muhozi est l'un des derniers patrons de médias restés au Burundi, qui tente de percer le blocus de l'information, depuis la fermeture des radios privées en mai 2015. Le dernier patron de médias audiovisuels privés d'information à être resté au Burundi, Innocent Muhozi, fait l'objet depuis hier de menaces à peines voilées de la part de l'influent conseiller en média et communication de la présidence burundaise, Willy Nyamitwe. Dans un article publié via son compte Twitter, ce dernier tisse une série de spéculations, accusant notamment de connivence le journaliste Innocent Muhozi et le général putschiste Nyamabaré. Le 22 mai dernier, Innocent Muhozi avait été convoqué devant le substitut du Procureur de la république pour s'expliquer sur ses actions le jour du putsch. Durant l'audience, le journaliste avait pu mettre en avant la nature purement professionnelle de ses contacts avec le général. "A l'issue de sa convocation, M. Muhozi est sorti sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Pourquoi rouvrir le débat et proférer de telles accusations mensongères ?", dénonce Cléa Kahn-Sriber, responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières. Cet article est clairement une tentative d'intimider et de faire taire l'un des derniers patrons de presse restés au Burundi. Il serait plus productif que le

conseiller média de la présidence s'attache à raviver la communauté des médias, en permettant notamment la réouverture de ces derniers, plutôt que de ternir ceux qui tentent de rapporter l'information. "Les accusations de M. Nyamitwe sont de l'histoire ancienne. (...) Peut-être que je dérange car je continue à parler sans me cacher. Je donne des interviews aux médias internationaux, mes équipes continuent de descendre sur le terrain et essayent de travailler, de documenter ce qui se passe. Bien sûr, l'article d'hier m'inquiète quand on sait l'influence qu'a Willy Nyamitwe", explique Innocent Muhozi, joint par Reporters sans frontières. Et de poursuivre : "Je crois que les gens du pouvoir veulent agir à huis clos et donc ça les dérange que quelqu'un parle. Car tous les soirs, des personnes se font enlever de chez elles lors de raids policiers. C'est une situation de terreur qui touche toute la population." Banalisation de la violence Dans ce contexte, le travail des journalistes devient évidemment très difficile. Coups, jets de grenades lacrymogènes, menaces de policiers... Ceux qui tentent de travailler se font intimider au quotidien. Hier à Bubanza, deux correspondantes pour des médias internationaux ont été malmenées par la police, après s'être rendues dans la localité pour interroger les proches de personnes enlevées de nuit. Une pratique de plus en plus courante pour faire pression sur ceux qui osent témoigner et ceux qui rapportent leurs propos. Au cours des dernières semaines la police a également interdit à des journalistes de passer un barrage dans Bujumbura, affirmant que le quartier auquel ils souhaitaient accéder était une zone de guerre. Devant l'insistance des professionnels des médias, l'un des policiers a saisi son arme et a tiré en l'air. D'autres membres des forces de l'ordre aiment à rappeler à la profession qu'il n'y a pas encore eu de morts parmi les journalistes depuis le début de la crise. "Ce qui est vraiment dangereux, c'est que ce genre d'attitude se banalise, le quotidien des journalistes, c'est d'être frappés et intimidés", explique Innocent Muhozi. Des sources d'informations de plus en plus rares Les médias internationaux qui continuent d'émettre sont devenus la seule source d'information pour la populations burundaise. *Voice of America* a étendu ses plages d'informations en Kirundi. Quant aux réseaux sociaux, ils fonctionnent et sont utilisés par

les journalistes pour communiquer entre eux. Malheureusement, en l'absence de médias professionnels, ils servent aussi beaucoup à la diffusion de rumeurs...La chape de plomb qui étouffe les médias burundais est quasi totale depuis la mi-mai et la fermeture des radios privées, la fuite en masse des journalistes et les menaces quotidiennes pour ceux qui restent. La radio nationale elle-même n'est pas épargnée et certains de ses journalistes font l'objet de pressions. *"On est une population très pauvre. La seule chose qu'on avait au Burundi, c'était une certaine liberté d'expression, une liberté de presse que les autorités d'ailleurs brandissaient à chaque fois pour mettre en avant le bilan soit-disant positif du pays. Ils vont brandir quoi maintenant ?"*, conclut tristement Innocent Muhozi.

Auteur : N.C

Date : 25/06/2015
Pays : Côte d'Ivoire
Page(s) : 10
Périodicité : Quotidien
Surface : 7 %
Nature : Brève



« Vieux appareils »

A compter de l'échéance de juin 2019, les ménages devront se mettre à jour du point de vue technologique, en se débarrassant de leurs « vieux appareils » analogiques pour s'offrir des postes téléviseurs diffusant en numérique, ou à défaut, s'approprier des décodeurs. Dans le cas contraire, ils se retrouveront avec des appareils non opérationnels. Au plan étatique, cette transition va rapporter beaucoup d'argent aux pays. Ainsi, en Côte d'Ivoire par exemple, la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), , aura la possibilité d'ouvrir plusieurs fréquences à des chaînes et autres investisseurs privés.

ABOU ADAMS